

Nouveaux Cahiers du socialisme



De l'importance de la lutte contre l'exploitation sexuelle et les autres formes de violences des hommes envers les femmes

Carole Boulebsol

Numéro 18, automne 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86386ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boulebsol, C. (2017). De l'importance de la lutte contre l'exploitation sexuelle et les autres formes de violences des hommes envers les femmes. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (18), 184–191.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

De l'importance de la lutte contre l'exploitation sexuelle et les autres formes de violences des hommes envers les femmes

CAROLE BOULEBSOL¹

Cet article propose de rappeler le combat féministe mené depuis plus de 10 ans par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES²) et ses alliées afin de dénoncer la prostitution des femmes et des filles.

Après avoir présenté sommairement l'organisme, nous insisterons sur l'importance de rendre compte du regard critique sur l'exploitation sexuelle et l'industrie du sexe que portent nombre de femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution. Nous insisterons ensuite sur l'importance de développer des lieux féministes de soutien pour les femmes, en les considérant comme nos sœurs et non des bénéficiaires, en reconnaissant leurs besoins et en valorisant leur point de vue. Ces initiatives doivent être portées par les groupes de femmes, mais aussi par la société civile en général. Les gouvernements se doivent d'être solidaires pour que l'égalité de fait se réalise et les hommes doivent être responsabilisés en lien avec les conséquences de leurs choix et de leurs actes. Enfin, nous rappellerons que les féministes abolitionnistes refusent d'être cyniques, exigent l'abolition de tous les systèmes de domination et valorisent les savoirs, pratiques et expériences féministes.

La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)

La CLES est un organisme féministe québécois créé en 2005. Son but est d'offrir une alternative aux discours et pratiques sexistes concernant l'exploitation sexuelle des femmes. Notre mission se décline en trois grands volets : le soutien direct auprès des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution, également la sensibilisation, la formation et la recherche et enfin l'action politique et la lutte féministe abolitionniste.

1 Carole Boulebsol est militante féministe depuis une quinzaine d'années. Elle travaille depuis 2010 avec la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) au niveau de la mobilisation, de la recherche et de l'intervention auprès des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution. Détentrice d'une maîtrise en sociologie (2006), elle est actuellement candidate à la maîtrise en travail social (UQAM) avec une concentration en études féministes (IREF) ainsi qu'au diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en santé mentale (TÉLUQ).

2 <www.lacles.org>.

La CLES rassemble une cinquantaine de groupes alliés³ et collabore avec de nombreux partenaires et individu-e-s au Canada et à l'étranger. Parmi ces militantes, des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution luttent aussi pour la condamnation du système prostitutionnel et la reconnaissance des différentes violences que celui-ci implique tant au niveau individuel que collectif. À la CLES, des femmes survivantes de l'exploitation sexuelle siègent au comité de coordination (alternative au conseil d'administration traditionnel) ainsi qu'au sein d'autres instances. Plusieurs ont travaillé ou travaillent encore dans l'équipe régulière ou pour des contrats ponctuels.

Les membres, les militantes et les travailleuses luttent ensemble pour la reconnaissance de la prostitution comme levier de domination des femmes et des filles à l'intérieur des rapports sociaux de sexe, articulés à d'autres systèmes d'exploitation et de discrimination comme le capitalisme, le racisme, le néocolonialisme, pour ne citer que ceux-là.

Entendre et reconnaître la voix critique des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution

Souvent, lorsque nous abordons notre position abolitionniste, on nous rétorque que les femmes prostituées réclament la décriminalisation totale du système prostitutionnel. Or, s'il est vrai que plusieurs femmes et de nombreux souteneurs et clients adoptent une position proprostitution, de nombreuses femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution dénoncent ce point de vue. Selon elles, cette position contribue à banaliser ces activités et à ignorer les violences et discriminations qui y sont associées.

Rappelons-nous qu'Andrea Dworkin⁴, féministe radicale américaine, a largement contribué à théoriser les violences des hommes envers les femmes. Elle-même a survécu à des agressions multiples et a été prostituée à différents moments de sa vie. En 1992, elle rappelle le risque de l'enfermement des discussions sur la prostitution dans la seule sphère idéelle, c'est-à-dire lorsque les arguments ne rendent pas compte des conditions matérielles d'existence

3 Par exemple: le Collectif d'aide aux femmes exploitées sexuellement (CAFES), la Maison de Marthe, la Maison d'Haïti, le Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS), le Y des femmes de Montréal (YWCA), le Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII), le Bureau de la communauté haïtienne de Montréal (BCHM), la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ou encore SOS Violence conjugale.

4 Andrea Dworkin, *Pouvoir et violence sexiste*, Montréal, Sisyphe, 2007.

et évacuent toute lecture critique des rapports sociaux de sexe⁵. Entendons également l'expérience de Vednita Carter⁶, militante féministe afro-américaine, elle aussi survivante d'exploitation sexuelle et directrice de l'association *Breaking Free* qui vise à soutenir les femmes prostituées. Comme d'autres, elle adopte une position sans ambiguïté sur la réalité prostitutionnelle et condamne les liens entre racisme et sexisme qui se cristallisent dans cette exploitation. Reconnaissons aussi les liens entre néocolonialisme et prostitution qui viennent stigmatiser les femmes autochtones, banaliser, voire parfois justifier, les violences spécifiques auxquelles elles sont exposées. Récemment, dans un discours éloquent, Chantal Wabanonik⁷, survivante et militante autochtone de Val d'Or, rappelait tous les chemins qui peuvent mener une femme autochtone à être prostituée par des hommes, malmenée par des policiers et stigmatisée à travers nombre de préjugés.

Pourquoi les femmes autochtones sont-elles surreprésentées dans la prostitution, surtout celle de rue ou de fin de mois ? Pourquoi continuent-elles de disparaître ou d'être assassinées sans qu'il n'y ait d'enquêtes approfondies et une reconnaissance sans équivoque du racisme et du sexisme au cœur de cette réalité ? Pourquoi la prostitution des femmes autochtones n'intéresse-t-elle personne ou presque ? Pourquoi sont-elles maintenues dans des conditions de vie précaires où le droit à l'intégrité leur est refusé ? Voilà les questions soulevées par plusieurs militantes dont Fay Blaney⁸, membre fondatrice du *Aboriginal Women's Organizing Network* de Vancouver. Il y a quelques mois, elle témoignait des difficultés qu'elle rencontre en tant que militante abolitionniste qui condamne le colonialisme et le sexisme. Plusieurs autres femmes sont régulièrement menacées, décrédibilisées ou encore agressées parce qu'elles

5 Voir cet extrait d'une conférence d'Andrea Dworkin, *Prostitution and Male Supremacy*: « I want to bring us back to basics. Prostitution: what is it ? It is the use of a woman's body for sex by a man, he pays money, he does what he wants. The minute you move away from what it really is, you move away from prostitution into the world of ideas. You will feel better; you will have a better time; it is more fun; there is plenty to discuss, but you will be discussing ideas, not prostitution. Prostitution is not an idea. It is the mouth, the vagina, the rectum, penetrated usually by a penis, sometimes hands, sometimes objects, by one man and then another and then another and then another and then another. That's what it is. », <www.sextrade101.com/docs/articles/article1.pdf>.

6 Vednita Carter, survivante, auteure et directrice générale de *Breaking free* (États-Unis), soirée publique organisée par la CLES sous le thème *Racisme, colonialisme et prostitution : savoir et agir*, 5 octobre 2016, <www.youtube.com/watch?v=fHPRtlnSWqM>.

7 Chantal Wabanonik, survivante et militante autochtone de Val d'Or, soirée publique CLES, *ibid.*, <www.youtube.com/watch?v=87iEC8urUN0>.

8 Fay Blaney, militante, membre fondatrice et organisatrice communautaire du *Aboriginal Women's Organizing Network* de Vancouver, soirée publique CLES, *ibid.*, <www.youtube.com/watch?v=sQ_eEg_V6hw>.

luttent pour la reconnaissance de la prostitution comme une violence faite aux femmes⁹.

Soutenir les femmes dans une perspective féministe: un acte politique

L'un des principes de l'intervention féministe abolitionniste est de reconnaître les expériences rapportées par les femmes en situation de prostitution et de les soutenir en fonction des besoins qu'elles expriment. Une variété d'expériences prostitutionnelles et de contextes d'exploitation coexistent. Sans nier cette diversité, il est pertinent de maintenir un regard sociopolitique sur les raisons qui ont amené les femmes vers la prostitution: les violences, la précarité, la toxicomanie, la coercition ou encore la banalisation de l'industrie du sexe pour ne citer que ces exemples. Certaines des femmes rencontrées sont encore prostituées, quelques-unes depuis plus de 15 ans; d'autres ne le sont plus, mais vivent encore les conséquences de leurs agressions.

Comme d'autres groupes de femmes¹⁰, nous privilégions une relation égalitaire qui vise à briser le cycle de la victimisation, à soutenir les femmes dans leur reprise de pouvoir et à les accompagner dans différentes démarches, tant par le biais d'interventions individuelles que de groupe. Offrir un espace où les femmes ne sont pas culpabilisées, où elles peuvent parler de leur expérience, créer des liens et sortir de l'isolement, voilà l'un de nos mandats. Lors de notre création, nous avons subi de l'intimidation¹¹ et pourtant nous avons continué de développer nos services directs, en les adaptant au rythme et à la volonté de celles qui nous rencontrent¹². Si en 2011, nous avions comptabilisé une centaine de contacts auprès des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution, nous en avons eu plus de 1000 dans la dernière année. La majorité des demandes reçues concernent, d'une part, l'accompagnement dans les démarches que ce soit pour l'accès aux soins, à la justice ou encore au logement et, d'autre part, des demandes de soutien psychologique et d'écoute active. En tant que féministes, notre rôle n'est pas de sortir les femmes de la prostitution, mais de les appuyer quand elles décident de quitter le milieu ou quand elles en ont la possibilité. Nous ne sommes pas des sauveuses, nous sommes avant tout solidaires.

9 Rose Sullivan, *Des militantes et militants proprostitution menacent des survivantes pour les faire taire*, Sisyphé, 4 mars 2017; <<https://sisyphe.org/spip.php?article5360>>.

10 Christine Corbeil et Isabelle Marchand (dir.), *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui : portrait d'une pratique sociale diversifiée*, Montréal, Remue-ménage, 2010.

11 Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, *Réponse à l'appel au boycott de la CLES lancé par l'organisme Stella*, 24 avril 2009, <www.lacles.org/reponse-a-lappel-au-boycotte-de-la-cles-lance-par-lorganisme-stella>.

12 Diane Matte, Claudia Bouchard et Chantal Ismé, *Pour s'en sortir: mieux connaître les réalités, être soutenues et avoir des alternatives. Vers un modèle de services intégrés pour intervenir auprès des femmes dans la prostitution*, Montréal, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES), 2015, <www.lacles.org/wp/wp-content/uploads/CLES-Modele_de_services-v4-Email-11.pdf>.

En 2014, nous avons mené une recherche-action¹³ sur les besoins d'une centaine de femmes encore ou non en situation de prostitution afin de mieux comprendre leur réalité, de prendre en compte leurs expériences et d'adapter nos interventions. Il est indéniable que la majorité d'entre elles ont été victimisées à plusieurs reprises. À titre d'exemple, 77,8 % rapportaient avoir vécu au moins un épisode de violence physique, 70,4 % de violence sexuelle et 38 % de l'inceste. Plus de 90 % estimaient avoir été ou être encore victimes de violence en général. Parmi les femmes rencontrées, 81 % de celles qui étaient encore dans l'industrie du sexe souhaitaient en sortir. Cependant, peu connaissaient des ressources pour les soutenir en ce sens et nombreuses étaient celles qui rapportaient des expériences traumatisantes en lien avec des services ou des rencontres avec du personnel professionnel, comme cela a déjà été rapporté dans d'autres recherches¹⁴. Plusieurs femmes prostituées n'ont pas accès à l'indemnisation pour les victimes d'actes criminels (IVAC) après avoir été agressées par un client. Les fonctionnaires estiment qu'elles se sont elles-mêmes mises en danger, de par la nature de leur activité. Voilà l'exemplification du fardeau des femmes prostituées dans un contexte de banalisation des violences sexuelles et de stigmatisation des victimes qui doivent démontrer qu'elles ne sont pas complices dans leur malheur.

Aussi, nous devons continuer de lutter pour offrir des alternatives non sexistes qui prennent en compte le parcours des femmes et leur offrent de véritables opportunités, en dehors de la pauvreté et pour une vie en sécurité. Nous formons en ce sens des partenariats et opérationnalisons des ententes diverses avec d'autres organismes. Nous espérons surtout des actions sociales et gouvernementales pour soutenir les femmes qui le souhaitent à quitter la prostitution et accompagner toutes celles qui vivent les conséquences des violences masculines.

Continuer la lutte politique en solidarité avec les femmes prostituées en particulier et les femmes en général

Si les lois récentes criminalisent les prostitueurs (clients, proxénètes et toutes personnes profitant de la prostitution des femmes) et non plus les femmes elles-

13 Geneviève Szczepanik, Chantal Ismé et Carole Boulebsol, *Connaître les besoins des femmes dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services*, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES), 2014, <www.lacles.org/wp/wp-content/uploads/FINAL-DE-FINAL.pdf>.

14 Rose Dufour, *Je vous salue... Le point zéro de la prostitution*, Sainte-Foy, Éditions MultiMondes, 2005; Patrizia Romito, *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, Paris, Syllepse, 2006 ; Muriel Salmona, *Le livre noir des violences sexuelles*, Paris, Dunod, 2013.

mêmes¹⁵, force est de constater que les sanctions ne sont pas ou que très peu appliquées. La Loi sur la protection des collectivités et des victimes d'exploitation repose sur ce qu'il est commun d'appeler l'approche nordique. Elle insiste sur la nécessaire prévention, sur la criminalisation des clients et le soutien à la sortie de la prostitution. Depuis décembre 2014, moins d'une centaine de clients ont été arrêtés; et il est toujours très compliqué pour les femmes victimes de proxénétisme de prouver la coercition dont elles ont été victimes. Par ailleurs, les propriétaires des lieux d'exploitation comme « les salons de massage », les « agences d'escortes » ou « les bars de danseuses » ne sont toujours pas inquiétés et continuent d'avoir pignon sur rue. S'il existe un accord politique de principe sur la reconnaissance de l'exploitation sexuelle comme un obstacle à l'égalité, les gestes concrets manquent encore. Les femmes continuent d'être marginalisées tandis que les prostitués, eux, n'arrêtent pas de les exploiter en toute impunité ou presque.

Aussi, nous devons continuer de nous battre pour que les femmes ne soient plus stigmatisées par les policiers, ni discriminées par le système de justice dont la neutralité est mise en doute par plusieurs¹⁶. Nous devons lutter encore pour dénoncer la culture du viol et l'essentialisation raciste et sexiste¹⁷ qui encouragent l'industrie du sexe et marginalisent les femmes qui la dénoncent. Nous pouvons, toutes et tous, allier nos voix aux militantes du Collectif d'aide aux femmes exploitées sexuellement (CAFES) ou aux signataires de *l'Indigenous Women's Declaration Against Prostitution*¹⁸ pour signifier notre solidarité et rappeler que tout le monde devrait se sentir interpellé. Si nous sommes toutes prostituables, certaines le sont plus que d'autres, non pas par choix, mais par manque d'alternatives en lien avec des discriminations structurelles¹⁹. Pour ce faire, nous devons maintenir une analyse politique en refusant de séparer la prostitution juvénile de celles des femmes adultes, en établissant des liens avec la traite interne et internationale à

15 La décriminalisation des femmes n'est pas absolue, puisque dans certains contextes comme la sollicitation proche des lieux fréquentés par les enfants, elles risquent encore une judiciarisation.

16 Rachel Chagnon et Léa Brière-Godbout, *Sous le voile de la neutralité, un système sexiste. Analyse de la jurisprudence et de la législation en matière de prostitution au Canada*, Rapport de recherche, Montréal, Service aux collectivités de l'UQAM et CLES, 2015.

17 Sarah Mah, membre de la *Asian Women Coalition Ending Prostitution* (Canada), soirée publique CLES, *ibid.*, <www.youtube.com/watch?v=_oWzHxz1AEI>.

18 *Indigenous Women's Declaration Against Prostitution* - Cherry Smiley & Fay Blaney, <www.youtube.com/watch?v=boEeRMpE_pw>.

19 Catherine Morency et Julie Miville-Dechêne, « La violence faite aux femmes dans la prostitution au Canada. Enjeux et démythification d'un phénomène controversé », dans Katja Smedslund et David Risse (dir.), *Responsabilités et violences envers les femmes*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2014; Yolande Geadah, *La prostitution : un métier comme un autre ?*, Montréal, VLB éditeur, 2003.

des fins d'exploitation sexuelle²⁰ et surtout en reconnaissant la responsabilité des hommes prostitués en particulier et de la société en général.

En 2002, le Conseil du statut de la femme²¹ estimait qu'il y avait entre 5 000 et 10 000 femmes dans l'industrie du sexe à Montréal. Non seulement ces chiffres datent d'une quinzaine d'années, mais en plus on peut penser qu'ils sont conservateurs puisque de nombreuses femmes ne s'identifient pas comme étant prostituées ou, par peur du stigmate et de la marginalisation, ne souhaitent pas être identifiées comme telles²². À ces nombres s'ajoutent toutes les femmes aux prises avec des réseaux de traite et d'exploitation sexuelle en contexte criminalisé et qui sont plus difficiles à rejoindre. Par ailleurs, nous avons mené une recherche en 2014 afin de dresser un portrait de l'industrie du sexe au Québec. À titre d'exemple, nous avons identifié 420 lieux physiques reliés à l'industrie du sexe, dont 303 salons de massage dans le grand Montréal seulement. À la lumière de ces résultats, on voit que l'industrie du sexe se porte bien, qu'elle continue de se développer et de se transformer sans trop de difficultés.

La question de la prostitution ne devrait pas être l'affaire des féministes seulement, mais bien une problématique posée collectivement. Surtout, les violences et discriminations perpétrées par les hommes ne devraient plus être occultées²³, mais bien dénoncées et condamnées. Au lieu de toujours évoquer la notion de choix des femmes, pourquoi est-il si difficile de demander pourquoi les hommes (toutes catégories confondues) continuent de nous prostituer de manière exponentielle ? Pourquoi les clients ne sont jamais la cible des questions éthiques ou politiques couramment soulevées par ceux et celles qui ont de la difficulté à prendre position contre la prostitution ? Pourquoi est-il si difficile d'imaginer une masculinité en dehors du contrôle des femmes²⁴ ?

Conclusion : de l'espoir en l'égalité plutôt que du cynisme social

Dire que la prostitution est le plus vieux métier du monde relève d'une forme de cynisme social redoutable, d'un fatalisme sans issue qui condamne des générations de femmes à continuer de s'adapter à des situations inégalitaires. Face aux discours masculinistes et antiféministes, nous devons rester solidaires

20 Sandrine Ricci, Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy, *La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité*, UQAM, Cahiers de recherche de l'Institut de recherches et d'études féministes, n° 4, 2012.

21 Conseil du statut de la femme, *La prostitution : profession ou exploitation ? Une réflexion à poursuivre*, Québec, 2002, <www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/la-prostitution-profession-ou-exploitation-une-reflexion-a-poursuivre.pdf>.

22 Geneviève Duché, *Non au système prostitutionnel. Une analyse féministe et abolitionniste du système prostitutionnel*, Aix-en-Provence, Éditions Persée, 2015.

23 Romito, *Un silence de mortes*, op. cit.

24 Victor Malarek, *Les prostitués. Sexe à vendre... Les hommes qui achètent du sexe*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2009; John Stoltenberg, *Refuser d'être un homme. Pour en finir avec la virilité*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2013.

de toutes²⁵. Nous, abolitionnistes, mentionnons qu'il faut dépasser la seule réduction des méfaits, pour réinventer des rapports sociaux où le genre, l'ethnicité ou encore la condition socio-économique ne sont plus des leviers de domination.

Pour nous, la prostitution est la plus vieille exploitation organisée des femmes. Si nous prôtons une société juste, nous devons continuer de lutter non pas contre les femmes pro-travail du sexe, mais contre les clients et les proxénètes, contre l'indifférence et pour l'ensemble des femmes. Nous ne pouvons pas séparer la prostitution des autres formes de discrimination, de marginalisation et de contrôle social. Nous l'inscrivons dans le continuum des violences des hommes envers les femmes.

Aussi, nous continuerons de lutter activement et globalement pour penser et bâtir un monde où les femmes et les filles ne seront plus exploitées ou violentées, d'aucune façon. Voilà le projet abolitionniste qui est le nôtre et qui est partagé par nombre de militantes à l'échelle internationale²⁶.

25 Ailbhe Smyth, « Résistance féministe à la violence masculine contre les femmes. Quelles perspectives ? », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 21, n° 2, 2002, <<https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2002-2-page-76.htm#re18no18>>.

26 Voir Coalition Abolition Prostitution, CAP international, qui organise, entre autres, des congrès internationaux annuels, dont le dernier s'est tenu en Inde et auquel la CLES a participé : <www.cap-international.org>.